



VEILLE SECTORIELLE

2ième SEMESTRE 2016



Conjoncture Internationale
Conjoncture Nationale
Evolution secteur Financier (bancaire et microfinance)
Activités du FPM

Conjoncture Internationale

Evolution de la croissance mondiale

L'année 2016 se clôture avec un léger ralentissement de l'activité économique mondiale ; le taux de croissance mondiale enregistré est de 3,1% contre 3,2% en 2015. Selon le FMI, une reprise mondiale serait envisageable en 2017 et en 2018 avec respectivement un taux de croissance de 3,4% et de 3,6%. Par contre, ces prévisions sont encore sous réserve de l'impact qu'aura la politique de la nouvelle administration américaine sur l'économie mondiale.

Evolution de l'activité économique au 2^{ème} semestre

Après un premier semestre morose, l'activité économique des pays avancés s'est légèrement accéléré au cours du deuxième semestre de l'année 2016. Cependant, cette légère amélioration du second semestre n'a pas pu inverser la tendance baissière de l'année. En effet, le taux de croissance économique s'est établi à 1,6% à fin 2016 contre 2,1% en 2015 pour les pays avancés. Ce ralentissement résulte principalement de l'augmentation des incertitudes économiques, politiques et institutionnelles que connaissent la plupart des pays avancés. Parmi les faits marquants de l'année se trouve la sortie du Royaume-Uni de l'UE (Union Européenne) et l'élection du nouveau président américain et la hausse du taux de chômage de l'UE. Pour l'année 2017, les pays avancés devraient enregistrer un taux de croissance de 1,9% en 2017(FMI, Janvier 2017).

Au cours du 2^{ème} semestre, les 19 pays de la zone euro ont enregistré de meilleurs résultats comparé à la 1^{ère} moitié de l'année. Plusieurs facteurs ont contribué à l'évolution du taux de croissance de la zone euro en milieu d'année comme la maîtrise de l'inflation, des taux d'intérêts très bas et les prix du pétrole peu élevés. Mais ce résultat n'a pas pu améliorer le taux de croissance annuel de la zone euro qui s'établit à 1,7% contre 2% en 2015. La Banque Centrale Européenne (BCE) envisage alors de maintenir son taux directeur à 0% avec la poursuite jusqu'en décembre 2017 de sa politique d'assouplissement quantitatif, *quantitative easing* (QE)¹.

Le FMI prévoit la poursuite du ralentissement économique de la zone euro pour les années 2017 et 2018 et cela en raison

¹ Quantitative Easing : Le terme **assouplissement quantitatif** - traduction de l'anglais de **Quantitative Easing (QE)** - désigne une politique monétaire consistant pour une banque centrale à racheter massivement des titres de dettes aux acteurs financiers, notamment des bons du trésor ou des obligations d'entreprise. Le QE est utilisé dans une situation de trappe à liquidité, c'est-à-dire lorsque les taux directeurs sont déjà très bas et ne parviennent plus à assurer une hausse des prix suffisante. Le QE vise à accroître la quantité de monnaie en circulation pour relancer l'économie et maintenir l'inflation à un niveau correct afin d'éviter tout risque de déflation.

du taux de chômage qui reste encore élevé soit 10,2% en 2016 et probablement 9,9% en 2017 et 9,6% en 2018. De plus, la dette publique de la zone euro ne diminuerait pas soit 89,3% du PIB en 2016 (Eurostat, janvier 2017). La montée du protectionnisme de certains pays, les élections (France, Allemagne) ainsi que le faible niveau des réformes budgétaires sont aussi des facteurs qui influenceront l'économie des pays de la monnaie unique en 2017.

Tableau 1 : Projection des perspectives économiques des pays avancés

Perspectives de l'économie mondiale	2015	2016	2017	2018
Production mondiale	3,2	3,1	3,4	3,6
Pays avancés	2,1	1,6	1,9	2,0
Etats-Unis	2,6	1,6	2,3	2,5
Zone Euro	2,0	1,7	1,6	1,6
Allemagne	1,5	1,7	1,5	1,5
Japon	1,2	0,9	0,8	0,5
Royaume-Uni	2,2	2,0	1,5	1,4
Autres pays avancés	2,0	1,9	2,2	2,4
Pays émergents et pays en développement	4,1	4,1	4,5	4,8

Source: FMI (janvier 2017)

Malgré les bons résultats du 2^{ème} semestre 2016, les Etats-Unis ont enregistré un taux de croissance de 1,6% en 2016 contre 2,6% en 2015. Ce regain d'activités en fin d'année a permis de baisser le taux de chômage à 4,6% soit un niveau inférieur à la période avant la crise de 2008. Depuis la fin de la crise, les Etats Unis n'ont jamais dépassé un taux de croissance de 2%. Or, pour l'année 2017, le nouveau président élu promet une croissance de 4%. Il souhaite stimuler l'économie en réduisant les impôts, dérégulant le secteur financier et énergétique. Mais avec une économie avec un niveau de chômage faible (4,8% en 2016 contre 5,3% en 2015) (OCDE, février 2017) pourrait créer plus des tensions inflationnistes que de la croissance. L'OCDE estime qu'une croissance à 4% est presque impossible sachant que plusieurs facteurs exogènes doivent être également être considéré. Le taux de croissance du PIB américain serait plutôt de 2,3% en 2017 et 2,5% en 2018. (FMI janv.2017) La Fed a relevé ses taux, de 0,50% à 0,75% en décembre 2016. Elle envisage trois hausses de taux en 2017. Mais ces prévisions ne prennent pas encore en compte les changements de politique budgétaire prévus par le gouvernement Trump.

Ralentissement des pays émergents et en développement

Les pays émergents et en développement affichent, comme en 2015, un taux de croissance économique de 4,1% en 2016. Mais, il ressort une évolution divergente entre plusieurs groupes de pays.

La Chine, premier pays partenaire de la RDC, a enregistré en 2016 un taux de croissance du PIB de 6,7%, soit le plus faible niveau de croissance depuis 26 ans. En effet, depuis 2015, la Chine a entamé une transition économique au profit de son marché intérieur. Toutefois, la situation de l'Empire du milieu reste à surveiller car cette stabilisation est accompagnée d'une envolée de la dette. La dette totale chinoise représente 225% du PIB dont 145% sont les dettes d'entreprises parmi lesquelles se trouvent 55% des entreprises publiques (FMI 2016). En effet, la Chine supporte une industrie (sidérurgie, charbon, ciment) en surcapacité qui était destiné à un marché mondial en ralentissement. Ces projets d'investissement ont produit un rendement faible ne pouvant soutenir le remboursement de la dette. Ainsi, les exportations ont ainsi baissé de 7,7% en 2016 et pourraient en 2017 souffrir d'éventuelles barrières douanières érigées par l'administration américaine.

Tableau 2 : Projection des perspectives économiques des pays émergents et en développement

Perspectives de l'économie mondiale	2015	2016	2017	2018
Production mondiale	3,2	3,1	3,4	3,6
Pays émergents et en développement	4,1	4,1	4,5	4,8
Russie	-3,7	-0,6	1,1	1,2
Chine	6,9	6,7	6,5	6,0
Inde	7,6	6,6	7,2	7,7
Amérique latine/ Caraïbes	0,1	-0,7	1,2	2,1
Brésil	-3,8	-3,5	0,2	1,5
Moyen-Orient/Afrique du Nord	2,5	3,8	3,1	3,5
Afrique Subsaharienne	3,4	1,6	2,8	3,7
Nigeria	2,7	-1,5	0,8	2,3

Afrique du Sud	1,3	0,3	0,8	1,6
Pays en développement à faible revenu	4,6	3,7	4,7	5,4

Source : FMI (janvier 2017)

D'autres pays émergents comme le Brésil et la Russie traversent une période de récession. En 2016, ils ont enregistré respectivement un taux de croissance de -3,5% et -0,6%. En Russie, l'activité a été légèrement plus vigoureuse que prévu, en partie du fait d'un affermissement des prix du pétrole. Elle enregistrerait en 2017 un taux de croissance de 1,1%.

Changement de cap de l'Afrique Subsaharienne(ASS)

Au niveau de l'ASS, le rythme de la croissance économique a poursuivi sa tendance baissière pour atteindre en 2016 un taux de croissance de 1,6% contre 3,4% en 2015. Ce repli s'explique principalement à cause de la baisse des cours de matières premières et des produits de base. Les pays exportateurs de pétrole comme l'Angola et le Nigeria enregistrent respectivement un taux de croissance de 0% et -1,5% en 2016 contre 3% et 2,7% 2015. L'accord des pays de l'OPEP pour la réduction de la production de pétrole à 32,5 millions de baril /jour devrait rééquilibrer les prix et permettrait aux pays les plus touchés par la précédente politique de l'OPEP de remonter la pente en 2017.

Cette situation ne fait que révéler la dépendance de la majorité des pays d'ASS aux ressources naturelles. D'après les observations faites depuis fin 2014, Il ressort qu'un choc d'une grande ampleur sur les marchés peut donc amputer de 3 à 4 % le taux de croissance du PIB d'un pays et cela pour plusieurs années (FMI, janvier 2017). Ainsi, afin d'amortir les chocs externes, les pays les plus touchés par la baisse des cours de matières premières devraient envisager une meilleure mobilisation des recettes intérieures de l'Etat pour palier à un manque de ressources de l'industrie extractive. A long terme, une politique budgétaire anticyclique pourrait contribuer à atténuer des chocs externes temporaires.

Conjoncture Nationale

Aperçu socio-politique en RDC en 2016

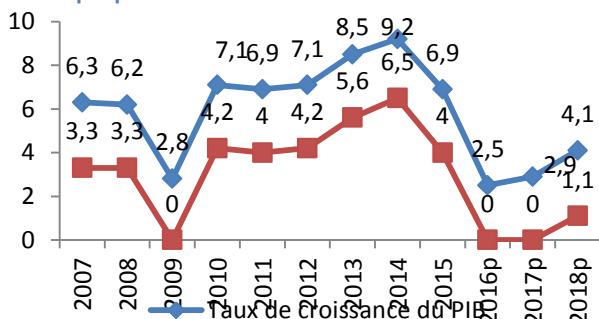
L'année 2016 a été marquée par la recrudescence des incertitudes liées à l'organisation et au report éventuel de l'élection présidentielle. Après plusieurs négociations entre l'opposition et le pouvoir en place, un ultime accord a été trouvé le 31 décembre 2016. En effet, des vagues de protestations marquées par des marches et des journées de villes mortes se sont déroulées durant l'année afin que la majorité et l'opposition trouve un consensus. En effet, un premier accord prévoyait les élections en avril 2018. Celui-ci négocié avec le médiateur de l'Union africaine Edem Kodjo a été rejeté par une partie de l'opposition. L'accord de la Saint-sylvestre prévoit plutôt des élections présidentielles d'ici la fin de l'année 2017. Et son succès dépendra des arrangements particuliers qui définiront clairement les rôles et les responsabilités du gouvernement de transition.

En effet, des divergences persistent entre les acteurs politiques sur le choix du candidat à présenter pour la Primature et la mise en place du comité de suivi du nouvel accord. Car tant qu'une issue favorable ne sera pas trouvée, le climat politique restera relativement tendu en RDC et cela aura également des conséquences sur l'économie.

Aperçu économique congolaise en 2016

Après avoir connu une forte croissance économique entre 2005 et 2014²², l'économie congolaise a commencé dès 2015 à subir les conséquences à la fois de la baisse des prix des matières premières liée à la diminution de la demande mondiale et des incertitudes économiques issues de la crise politique nationale. Par conséquent, le taux de croissance de la RDC en 2015 s'est établi à 6,9% contre 9% en 2014. Ce ralentissement s'est ensuite accentué tout au long de l'année 2016 pour atteindre un taux de croissance de 2,4%.

Graphique 1 : Taux de croissance de la RDC

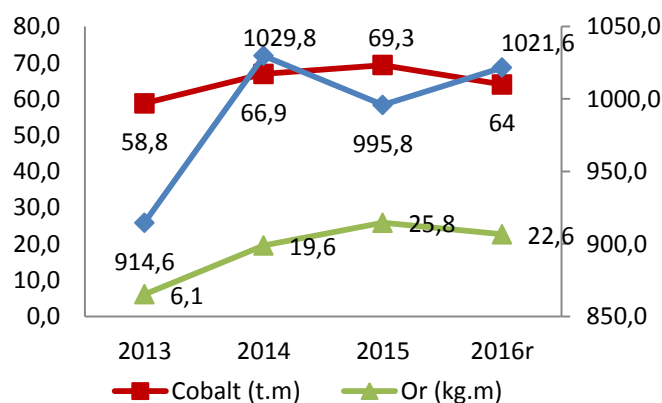


Source : BCC & CPCM

Le secteur minier joue un rôle important dans l'économie congolaise (13,7% du PIB en 2015). En raison de la faiblesse

de la demande mondiale, l'activité des entreprises extractrices de minerai a ralenti de 4,8% en 2015 et de 7% en 2016 contre une croissance 20,4% par an en moyenne entre 2010 et 2014. En effet, depuis mi-2015, les principaux produits d'extraction comme le cuivre ont enregistré une baisse des cours de matières premières soit 4714 \$/tM en 2015 contre 6360\$/tM en 2014 en raison de la baisse de la demande mondiale. Cette baisse a entraîné la suspension pour une durée de 2 ans de la production de certains gisements. Car, depuis mi-2015, le prix des principaux produits de l'industrie minière ont fortement baissé. Mais, à partir du dernier trimestre 2016, le secteur a amorcé une légère reprise. Ainsi, le prix de la tonne de cuivre est passé de 4 320 USD en janvier 2016 pour atteindre 4 731 USD en octobre et 5 770 USD en janvier 2017 soit une hausse de 33% en un an. La Banque Mondiale prévoit une hausse de 11% pour l'ensemble du prix des métaux en 2017 (BM, janvier 2017). Il reste encore à déterminer si cette bonne perspective de croissance permettra à la RDC, dans ce contexte de crise politique persistante, de revenir à son niveau de croissance de 2010-2014 avec le cuivre qui représentait 53% des exportations de biens entre 2010 et 2015.

Graphique 2 : Production de matières premières en RDC



Source : Chambre des mines

Les effets de la baisse du rythme de croissance du secteur minier soit 4,8% en 2015 (BM, 2016) et 7,8% en 2016 (à travers la baisse des exportations, principales sources des devises) ont impacté négativement la balance commerciale provoquant une dégradation du compte courant avec une baisse non négligeable des réserves en devises étrangères et un déficit de la balance des paiements de la RDC. Ces évolutions ont eu un impact direct sur la stabilité macroéconomique du pays et sur la capacité à l'Etat congolais à mobiliser des recettes.

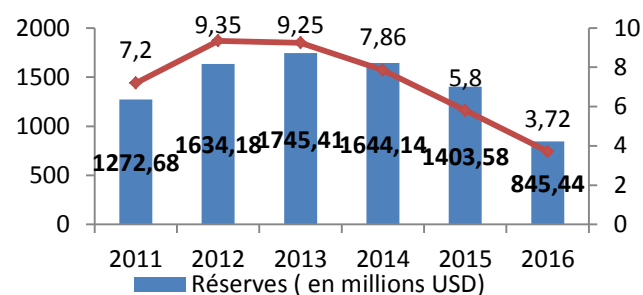
²² Interrompu une fois à la suite de la crise financière de 2008

Le CPCM³ prévoit donc une progression de l'activité économique de la RDC à court et à moyen terme. Le taux de croissance serait de 4,3% en 2017 et de 6% en 2018. Cette reprise économique serait portée par le secteur primaire, l'industrie extractive et le secteur tertiaire. Et, ces secteurs progresseraient respectivement de 1,1 point de croissance en 2017 et de 2,1 points de croissance en 2018. Mais une autre hypothèse prévoyant une reprise lente des cours de matières premières, la poursuite de la crise politique estime que le taux du PIB de la RDC serait de 3,5% en 2017 et 3,1% en 2018 (The Economist, janvier 2017). L'Etat congolais pour relancer l'économie à la suite de la chute des cours de matières premières a décidé de mettre en place vingt-huit mesures urgentes. Ces mesures touchent des domaines variés comme la diversification de l'économie, la relance du tourisme en passant par la création de banque agricole spécialisée. Quinze mesures ont plus un caractère structurel sans garanti d'un impact direct sur les finances publiques à court terme. Elles ne sont donc pas adaptées à la crise économique que traverse actuellement le pays. Six concernent la gestion des finances publiques avec rationalisation des dépenses et les sept autres touchent les recettes de l'Etat. Actuellement, la mobilisation des ressources par l'Etat ne représente que 14% du PIB alors que la moyenne des pays d'ASS est de 20%. La base d'imposition pourrait être davantage élargie sachant que 55% de l'économie congolaise est informelle (INS, 2013). De plus, plusieurs niches fiscales sont encore inexploitées comme le secteur des mines qui ne représentent que 3,7% du PIB en 2014 dont 58% est destiné au budget de l'Etat (BM, 2016). Il y a aussi le niveau d'impôt sur le revenu des entreprises et des personnes qui pourrait être révisé. Ils représentent chacun 1,7% du PIB alors qu'en ASS, la moyenne est de 2,9% et 3,7% (USAID, 2013). Bien entendu, le système de collectes et de contrôles fiscaux restent aussi à évaluer pour une meilleure mobilisation des ressources.

Pour assurer la résilience de l'économie congolaise à long terme, il faudrait que les politiques budgétaires de l'Etat soient contra cycliques afin de pouvoir épargner les recettes additionnelles et soutenir l'économie en cas de choc exogène. Mais à court terme, des mesures conjoncturelles devraient être envisagées afin de favoriser la croissance, la stabilité des prix et la réduction du chômage. Car il est important de redynamiser le secteur productif intérieur afin de réduire progressivement la dépendance aux devises et compenser le déficit de la balance des paiements en assurant un équilibre adéquat entre importations et exportations.

³ Le Comité Permanent du Cadre Macroéconomique (CPCM) est un organe multi-institutionnel dépendant du ministère du Plan. Il regroupe les experts de plusieurs ministères et élabore des projections du cadre macroéconomique de la RDC. Parmi ses hypothèses se trouvent, la restauration de la stabilité du cadre macroéconomique, la relance de l'activité économique dans un contexte de persistance des risques au niveau de l'économie mondiale et des avancées liées au processus électoral.

Graphique 3 : Réserves de changes



Source : BCC

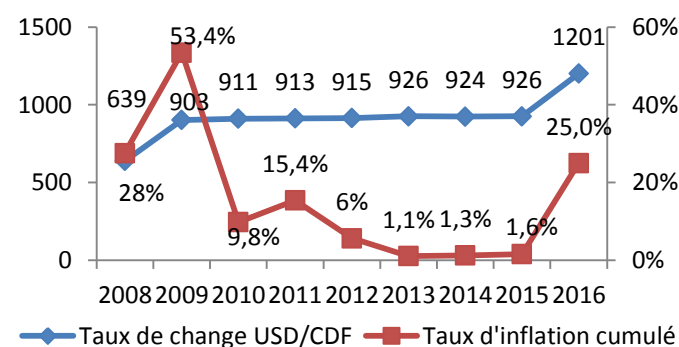
En effet, en un an, les réserves de change ont baissé de 38,5% et ne représentent que 3,76 semaines d'importations de biens et de services en décembre 2016 (BCC).

Ce niveau de réserves est inférieur au niveau standard exigé par le FMI à savoir au moins trois mois d'importations ce qui représente 3 à 4 milliards USD pour un pays comme la RDC. Ainsi, face à une forte demande de devises pour subvenir aux besoins d'importations et à un marché des changes sous pressions, la baisse brutale des réserves de changes actuelles traduit la vulnérabilité de l'économie congolaise. Pour arrêter cette baisse brutale, il faudrait que le pays envisage soit de recourir au FMI pour compenser le déficit et atténuer ses effets sur le taux de change et les prix.

Inflation et taux de change

La contraction de l'activité économique et l'amenuisement de réserves de change couplés à une crise politique persistante ont entraîné de tensions inflationnistes et sur le marché de change, rompant ainsi avec une décennie de stabilité.

Graphique 4: Evolution du taux de change et du taux d'inflation



Source : BCC

Après une décennie de relative stabilité (2005 à 2015)⁴, on note une tendance haussière du niveau d'inflation depuis fin décembre 2015.

⁴ Interrompu une fois à la suite de la crise financière de 2008

De 0,8% en janvier 2016, le taux d'inflation en cumul annuel s'est accélérée au cours de la seconde moitié de l'année pour s'établir en décembre 2016 à 25% soit hausse de 2613% en 12 mois. En moyenne annuelle, ce taux a été de 11,4% contre un objectif de 4,2%.

La BCC estime que l'accélération du rythme de croissance de l'indice de prix serait liée à la surchauffe observée sur le marché des changes compte tenu du niveau de dépendance de l'économie au dollars, et aux changements des conditions d'équilibre d'échange de biens de premières nécessités avec certains pays frontaliers en mars 2016 (Angola/ Lufu, baisse des importations avec Zambie). Mais, cette situation résulte en partie des anticipations de dépréciation monétaire ayant un effet néfaste sur l'économie comme la hausse du prix du carburant en aout 2016. Les anticipations sur les incertitudes politiques ont impacté le cadre macroéconomique et notamment le niveau d'inflation. Par exemple, certains commerçants, au regard de risques de troubles, ont optés pour la réduction des stocks des marchandises malgré une demande toujours existante bien qu'en baisse. La BCC a un objectif prévisionnel d'inflation de 7% en 2017 et en 2018 mais cet objectif n'est pas réaliste compte tenu du résultat de 2016.

L'inflation que connaît la RDC découle essentiellement des anticipations rationnelles des indices économiques et dans une certaine mesure elle serait induite par la variation de la parité (taux de change) du franc congolais et des devises, en particulier du dollar américain. Pour se faire, les leviers sur lesquels la politique de réduction de l'inflation à court terme devraient se focaliser sont la stabilité du change et des accords bilatéraux et multilatéraux avec d'autres Etats ou des allègements fiscaux et douaniers pour assurer la stabilité des prix extérieurs pour des biens de première nécessité importés tel que le pétrole et les denrées alimentaires les plus importées comme le maïs par exemple.

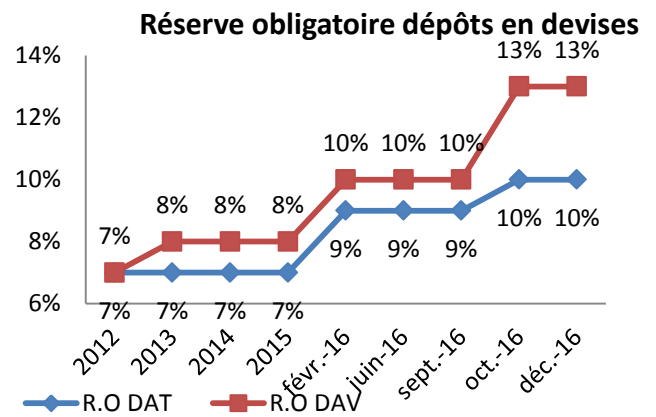
Par ailleurs, cette année a aussi été marqué par une surchauffe sur le marché des changes. En effet, sur un an, la parité USD/CDF est passée de 928 CDF à 1215,59 CDF à l'indicatif et de 938 CDF à 1269,13 CDF sur le marché parallèle soit une dépréciation de 31% de la monnaie nationale face au dollar américain.

En effet, au courant de l'année 2016, les exportations, principalement celles des matières premières ont sensiblement baissé entraînant une contraction de 29% de l'offre de devise sur le marché. Pour pallier à cela, la BCC est intervenu à cinq reprises sur le marché des changes en vendant des devises pour un montant total de 250 millions USD. Entre fin 2015 et octobre 2016, cette baisse de la

masse monétaire en monnaie étrangère représentait 142 millions USD et s'est accompagnée d'une hausse de 14,3% de la masse monétaire en monnaie nationale au sens large (BM, 2016). Cette situation ne fait que mettre en exergue la dépendance de l'économie congolaise au dollar.

Du point de vue de la politique monétaire, la BCC a pris, au cours de l'année, une série de décisions afin de stabiliser l'économie. En février 2016, la BCC a opéré un ajustement à la hausse des coefficients de la réserve obligatoire en devises qui passent de 8% à 10% pour les dépôts à vue et de 7% à 9% pour les dépôts à terme. Puis en octobre 2016, le coefficient pour les dépôts à vue est passé de 10% à 13% et celui des dépôts à terme passe de 9% à 12%. Tout cela afin de contenir la dépréciation du franc congolais. Cette dépréciation augmente d'avantages les incertitudes économiques poussant les acteurs économiques à choisir le dollar américain comme monnaie refuge.

Graphique 5: Réserve obligatoire dépôts en devise

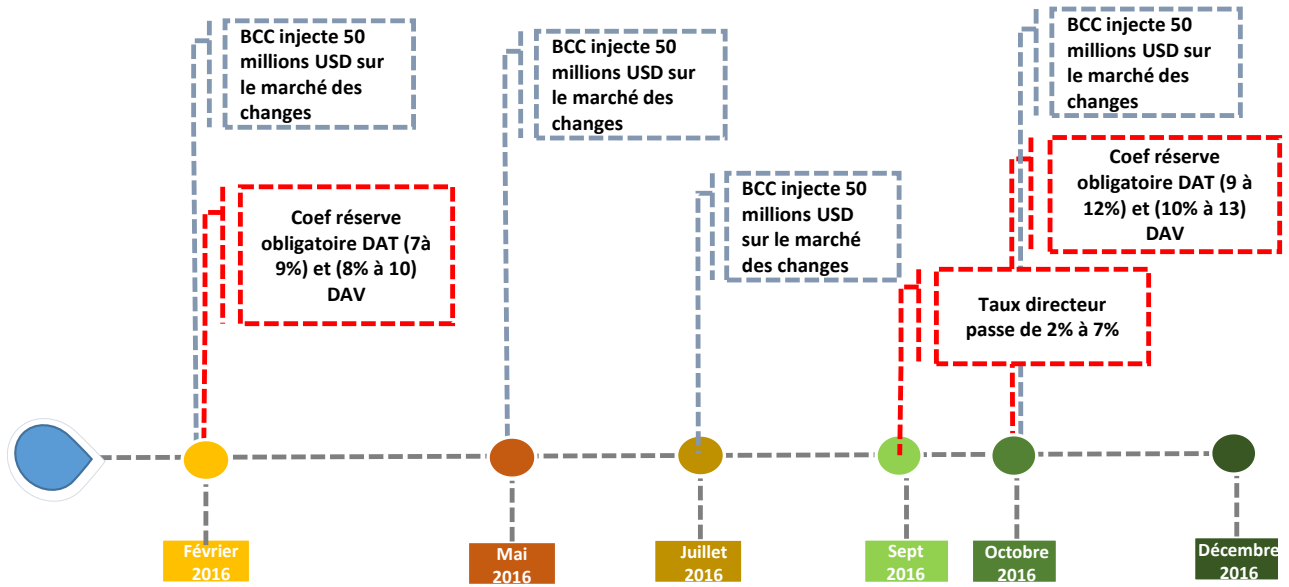


Source: BCC

En outre, la BCC a aussi augmenté le taux directeur de 2% à 7% en septembre 2016. L'ensemble de ces mesures visent à baisser la quantité de masse monétaire sur le marché. Mais tant que le niveau de dollarisation de l'économie sera important, l'impact de ces mesures sur l'économie reste néanmoins limité.

En effet, la politique monétaire montre ses limites dans un contexte de crise démontrant que l'économie réelle demeure peu développée. La redynamisation d'une production nationale et diversifiée garantirait un impact plus important à ces mesures. Car des mesures non intégrées dans une vision économique globale connaissent toujours des faibles impacts.

Figure 1: Chronologie des décisions de politiques monétaires en 2016



Banques et microfinance

Après une dizaine d'année de forte croissance, parfois citée en exemple, le secteur du financement des MPME connaît, depuis près d'une année maintenant, une crise importante. La quasi-totalité des acteurs en subissent les conséquences : les institutions mutualistes (coopératives), les institutions financières spécialisées (notamment les IMF internationales et les Banques de MPME) en passant par les banques universelles qui se sont positionnées sur le segment PME jusqu'à lors méconnu et jugé trop risqué.

En effet, depuis le dernier trimestre 2015, le secteur laisse apparaître des signes inquiétants. Les taux d'impayés atteignent des niveaux alarmants en moyenne plus de 7%, la croissance connaît un ralentissement (baisse de 1,6% des dépôts et -0,41% des crédits en un an), le nombre de cas de fraudes signalées augmente significativement et la proportion d'endettement croisé devient importante. Cette crise, qui au début paraissait le fait de la conjoncture pourraient s'installer dans la durée surtout tant que certaines réformes importantes ne seront pas faites. En effet, deux événements majeurs ont marqué le paysage d'intermédiations financières en RDC à savoir la crise de liquidité de la BIAC et celle du plus grand réseau de coopérative du pays, MECRECO (octobre 2016), conduisant à leur mise sous tutelle par la BCC. Ces deux événements ont mis à mal principalement la réputation et la crédibilité des institutions financières, conduisant même de nouvelles réformes sur le capital minimum des banques⁵.

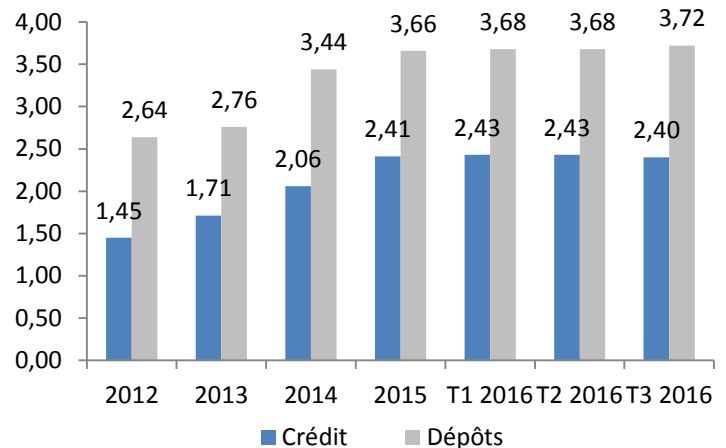
Secteur bancaire congolais

Cette mesure de hausse du capital minimum s'explique en raison d'un besoin urgent de mettre en place un matelas financier plus large en cas de crise afin qu'une banque soit capable de désintéresser ses créanciers en cas de faillite. Néanmoins, cette décision met à rude épreuve la capacité des banques à lever des fonds dans un délai record (deux fois leur capital actuel en 12 mois sans tenir compte de l'impact direct sur leur rentabilité).

Les banques qui ne pouvant pas répondre à cette exigence réglementaire se verront retirer leur agrément par la BCC. Certaines devraient peut être envisagé soit de fermer, soit de fusionner avec d'autres. Ceci réduirait le nombre d'intervenants dans le secteur et risquerait de créer des situations d'oligopole avec un petit groupe de banques. Pour celles qui pourront lever ces fonds, elles devront mettre en place des stratégies de pénétration de marché adéquate pour rentabiliser leurs investissements. Ainsi, les banques

doivent quintupler leur activité en 4 ans pour assurer au minimum le même niveau de rentabilité enregistré en 2015. Dans un contexte d'incertitudes politiques et de crise économique, il paraît assez difficile de faire des expansions d'une telle envergure et de rassurer des investisseurs. Les effets de crise pourraient s'étendre sur 2 voire 3 ans minimum avant que l'économie reprenne un rythme de croisière.

Graphique 6 : Evolution du secteur bancaire (Milliards USD)



Source : BCC

Le ralentissement de la croissance du secteur bancaire congolais observé en fin 2015 s'est poursuivi en 2016. Il ressort entre décembre 2015 et septembre 2016 une croissance très faible pour les dépôts 1,6% et une baisse de -0,41% des crédits. La faible croissance de l'épargne est une contrainte à la croissance du crédit.

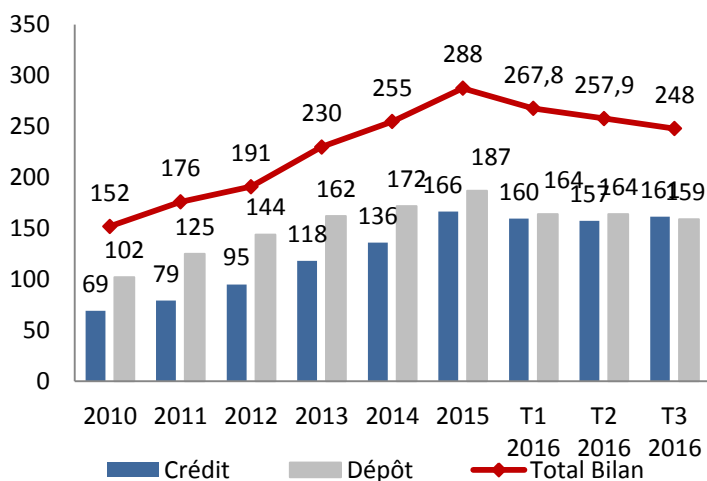
En s'attardant sur la composition du portefeuille du secteur bancaire, il ressort deux observations, la majorité des dépôts du système bancaire est libellée en devises étrangères et la maturité des engagements est principalement à court terme. En effet, à fin 2016, les dépôts en dollars représentaient 85,2% du portefeuille du secteur(BCC). Mais, la couverture des réserves en devises pour ces bilans fortement dollarisé est faible soit une couverture de dépôts de 31% en 2016 contre 44% en 2015. Pour ce qui est de la maturité, il ressort qu'à fin 2016, la situation s'est accentuée en 2016, les dépôts à vue représentaient 79,5% des dépôts et les crédits à court terme 56% contre respectivement 72% et 52,5% en 2015.(BM décembre 2016 & BCC, janvier 2017).

⁵ Le capital minimum des banques passera de 10 millions USD à 30 millions à la fin 2017 et sera établi à 50 millions USD en 2020. Voir Décision de la BCC du 30/09/2016, lettre Gouv.D.031/n°1196.

Banques et microfinance

Secteur de la microfinance

Graphique 7: Evolution Secteur de 2010 à 2016 (en Millions USD)

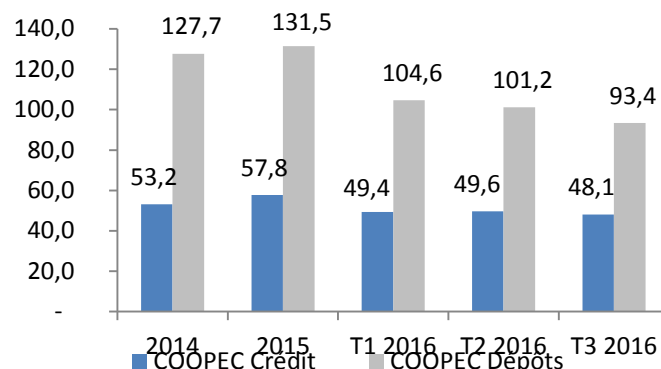


Source: BCC

Les incertitudes pesant sur le secteur financier du pays depuis fin 2015 ont également impacté le secteur de microfinance. En effet, la baisse des activités des institutions financières de microfinance s'est poursuivie en 2016. Et en septembre 2016, le secteur de la microfinance a totalisé 161,4 millions USD d'encours de crédit et un encours de dépôt de 159 millions USD soit respectivement un recul de -3% pour les crédits et -15% pour le dépôt. Travaillant avec les MPME congolaises, les institutions de microfinance ressentent davantage les difficultés financières que rencontrent les petits opérateurs économiques qui sont beaucoup plus vulnérables aux chocs économiques que les grandes entreprises qui forment une grande partie de la clientèle bancaire.

A septembre 2016, les IMF représentaient 70% de l'encours de crédits du secteur de microfinance et 41,2% de l'encours de dépôts. Entre 2015 et septembre 2016, les IMF ont enregistré un recul de -3% pour les crédits et une hausse de 18% des dépôts. C'est essentiellement les IMF internationales qui tirent la croissance du secteur. Sur la même période, les COOPEC ont enregistré une baisse de -17% pour les crédits et -29% pour les dépôts.

Graphique 8 : Evolution de l'activité des COOPEC en millions USD



Source: BCC

En effet, bien qu'étant majoritaires (80 COOPEC contre 21 IMF) les coopératives qui souffraient déjà de faiblesses institutionnelles récurrentes (faible niveau de compétences des dirigeants, méthodes de gestion inadaptées, faible connaissance du marché ou manque d'innovations, etc.) ont aussi enregistré des résultats moins satisfaisants que les IMF. La crise socio-économique peut expliquer en partie ce phénomène. Mais, la chute de la BIAC et la situation de MECRECO a aussi eu un impact non négligeable sur le volume des dépôts dans les COOPEC et IMF. En raison de retraits massif à l'annonce de la mise sous tutelle de MECRECO, les IMF et COOPEC ont aussi retiré une bonne partie de leurs avoirs placés dans les banques afin de couvrir les besoins de trésorerie.

Le phénomène s'est donc résorbé au bout de deux semaines mais les épargnants n'ont plus logé la totalité de leurs avoirs dans les institutions financières. Et cela pour deux raisons, la méfiance était toujours présente et des dépenses saisonnières liées aux fêtes de fin d'année.

Le niveau de risque de crédit pour tous les acteurs et même pour les acteurs réputés les plus sérieux en la matière a augmenté. Fin juin 2016, le portefeuille à risque (PAR 30) des institutions des IMF est désormais compris entre 7 à 9% contre 4 à 5% à fin 2015. Et fin décembre, il était compris entre 6 et 10%. D'autres facteurs internes peuvent aussi expliquer l'envolée du PAR dans certaines institutions car les turbulences économiques et politiques ont révélé certains maux structurels sous-jacents. Ces maux que sont principalement la non application des bonnes pratiques en termes de gestion et de contrôle de crédit, et de recouvrement ont favorisé des fraudes massives et le surendettement des agents économiques.

Activités du FPM

Activités transversales du FPM ASBL

Le FPM ASBL et ses partenaires, la Coopération technique allemande (GIZ) et la Coopération Technique Belge (CTB) ont procédé lundi 24 octobre 2016, au lancement de la phase pilote de la Formation des Formateurs (FdF) et des multiplicateurs du Programme National d'Education Financière (PNEF). Le PNEF est un programme national développé par la Banque Centrale du Congo avec l'appui de la coopération allemande, conformément aux bonnes pratiques internationales, tout en prenant en compte les réalités de la RDC. Il a pour objectif de doter les Congolais des connaissances, des compétences et de la confiance nécessaires pour une gestion optimale de leurs finances personnelles.

Le 31 octobre 2016, Le FPM ASBL, a pris part à la cérémonie officielle de la Journée Internationale de l'Épargne (JIE) organisée par la Banque Centrale du Congo (BCC) en partenariat avec KFW, GIZ, UNCDF, PASMIF, ELAN RDC, et bien d'autres dans la Salle de Conférence du Centre d'Événements Roméo Golf à Kinshasa. Cette sixième édition de la JIE a connu la participation d'environ 200 personnes entre autres une centaine d'élèves des différentes écoles de Kinshasa, quelques officiels notamment le Gouverneur de la BCC, le Ministre de l'Enseignement Primaire, Secondaire et de l'Initiation à la Nouvelle Citoyenneté (EPS/INS) etc., des bailleurs de fonds, des responsables d'institutions financières. « *Épargner en RDC pour mon avenir, oui c'est possible* », tel était le thème reconduit une nouvelle fois cette année.

En marge de la 6ème édition de la JIE, une vingtaine d'élèves ont bénéficié de la part du FPM ASBL, le lundi 14 novembre 2016, d'un compte épargne avec un montant de 50 dollars USD pour leur premier dépôt. Il s'agit des élèves de l'école Eureka dans la commune de la Gombe et ceux du collège Alingba à Kintambo. Par ce geste, le FPM souhaite encourager la population en particulier la jeunesse à la culture de l'épargne auprès des institutions financières agréées. L'institution financière FINCA, l'un des partenaires du FPM, a été choisie pour l'ouverture des comptes épargnes des élèves et les suivre jusqu'à la prochaine édition de la JIE.

Le FPM ASBL a organisé le 16 décembre 2016 un atelier sur « *la prévention des risques de crédit et de liquidité au travers d'une gestion intégrée des risques financiers et opérationnels* » dans la ville de Goma. Cet atelier a réuni les dirigeants et les cadres des institutions financières locales (IMF – COOPEC – Banques) et les Prestataires Locaux des Services Techniques (PLST). Cet atelier vise à réfléchir avec les institutions sur un cadre global permettant de prendre en compte et de gérer les facteurs majeurs à la base de la survenance des risques de crédit et de liquidité au niveau institutionnel, et pouvant conduire à une crise au niveau sectoriel.

Focus sur les activités du FPM SA

Poursuivant sa mission de favoriser l'inclusion financière en RDC en appuyant techniquement et financièrement les institutions financières ciblant en particulier les MPME et les populations actives à faibles revenus, le FPM via sa société de refinancement le FPM SA a signé au cours du 2^{ème} semestre 2016 un partenariat d'affaires avec l'IMF SMICO. Depuis fin 2009, SMICO, c'est environ 13 000 clients épargnants pour 1 000 clients emprunteurs, gérés par 35 agents compétents dans 4 agences, Bukavu, Goma, Uvira et Bunia. SMICO SA présente un total bilan de 5,7 millions USD; 4,5 millions d'encours d'épargne; 1,2 millions USD de fonds propres représentant l'apport direct des actionnaires; 3,5 millions USD d'encours de crédit; 2,2 millions USD de disponibilité immédiate. Depuis les quatre dernières années, la société dégage, en moyenne, 150 à 200 mille dollars américains de bénéfice annuel.

Le FPM SA clôture ainsi l'année avec un portefeuille de 18,35 millions USD pour 10 partenaires. Parmi ses partenaires se trouve trois banques commerciales, une COOPEC et six institutions de microfinance. D'ici la fin de l'année 2017, le FPM SA souhaite atteindre un portefeuille de 25 millions USD. Cet indicateur dépendra bien entendu de la conjoncture économique du pays.

Chiffres clé du FPM au 31 décembre 2016

Portefeuille de prêts : 19,8 millions USD
Nombre de projets : 110 depuis 2011
Nombre des partenaires : 21